



Résolution du Bureau national du Parti Socialiste

Lors du dernier Congrès des Maires, le Président de la République s'engageait à venir chaque année devant ce même Congrès, rendre compte de ses engagements face aux maires.

Il n'aura fallu qu'une année pour qu'il revienne sur sa parole donnée. En 2018, plutôt que de venir s'exprimer devant les près de 10 000 maires qui se rendront cette année à Paris, il réunit à l'Élysée une sélection de maires triés par les préfets, devant lesquels il prendra la parole. Le Bureau National du Parti Socialiste dénonce cette opération symptomatique de l'idéologie centralisatrice qui anime le Président.

Le Parti Socialiste, initiateur et défenseur de la décentralisation, rappelle que les maires de France sont les maillons de proximité indispensables de l'action publique au quotidien. Recevoir certains maires à l'Élysée, tout en refusant de venir s'exprimer devant le Congrès, représentatif de la diversité des territoires et des sensibilités, est inacceptable et profondément irrespectueux de leur engagement citoyen.

La décentralisation est un acquis fondamental pour la démocratie et la République. Il est temps que le Président de la République et le Gouvernement écoutent et considèrent l'ensemble des corps intermédiaires et plus particulièrement les femmes et les hommes qui s'engagent chaque jour pour l'intérêt général dans leurs territoires.

Le Parti socialiste soutient l'ensemble des élus locaux, municipaux, départementaux et régionaux qui attendent du Gouvernement et du Président de la République qu'ils tiennent leur engagement d'une politique territoriale s'appuyant sur de « véritables pacte girondins » alors que jusqu'ici elle s'apparente grandement à une recentralisation méthodique.

Derrière les choix budgétaires injustes du Gouvernement et l'absence systématique de concertation avec les élus locaux, ce sont des services publics de proximité indispensables, des politiques publiques de solidarités fondamentales et des actions locales de cohésion incontournables pour les Françaises et les Français qui sont aujourd'hui menacés. Cela doit cesser.